

## Nouvelles locales des lundi 24 et mardi 25 novembre 2014

@rib News, 25/11/2014 – La synergie des médias burundais a traité ce lundi un thème unique concernant la préparation des élections de 2015 plus précisément l'opération de recensement des électeurs de 2015 qui a eu lieu lundi sur toute l'étendue du territoire national du Burundi. Étaient impliqués dans cette synergie, toutes les 15 radios opérant sur le territoire national. - Rendez-vous de ce lundi pour les électeurs pour aller se faire inscrire afin d'obtenir la carte électorale qui est en effet la clé pour participer aux élections de 2015. Les agents recenseurs étaient présents sur leurs lieux de travail respectifs. Tous les lieux visités par les journalistes de la synergie étaient pourtant presque déserts de monde et une faible participation de la population se faisait remarquer partout.

Que ce soit dans les provinces de Bubanza, Gitega, Bujumbura, Mairie de Bujumbura, Muyinga, Mwaro, Rutana, Muramvya, Ruyigi et partout ailleurs, le taux de participation de la population était à son plus bas niveau. Certains affirmaient même qu'ils n'étaient pas au courant de cette opération alors que d'autres précisent qu'ils n'ont répondu à cette invitation du moment qu'ils ont d'autres occupations journalières surtout les fonctionnaires de l'administration et les hommes d'affaires. Une autre chose remarquable est que les responsables des centres de recensement sont distraits au moment de l'opération de recensement. - Le parti CNDD-FDD apprécie le fait que cette opération commence ce lundi dans tout le pays. Le président de ce parti estime que des problèmes ne manquent pas du tout surtout en ce premier jour. Pascal Nyabenda cite par exemple le fait que les agents recenseurs du centre de recensement de Musenyi de la commune Mpanda de la province Bubanza ont même été obligés de se réfugier dans un abri pour se protéger contre la pluie éventuelle ou le soleil. Il demande aux responsables de la CENI de chercher un moyen de résoudre cette question. - L'ADC-Ikibiri affirme qu'elle ne peut pas être satisfaite de la manière dont cette opération de recensement est menée. Elle trouve que les choses sont mal organisées puis que seuls les mandataires du parti au pouvoir ont eu les lettres leur permettant de superviser ces opérations. L'ancien ministre Ngendakumana annonce que c'est pourquoi ils ont émis un communiqué de presse pour dénoncer cela et pour interpeller la conscience de chacun. Dans ce même communiqué, il demande à toute personne en âge de voter de se faire inscrire dans les délais. Il profite de cette occasion pour démentir formellement les rumeurs selon lesquelles l'ADC-Ikibiri ne va pas participer aux élections de 2015. Il affirme que cela n'a pas de fondement du moment que leur objectif est de participer dans toutes les élections prévues malgré la situation. Il trouve que ces informations non fondées sont diffusées par ceux qui ne veulent pas que cette coalition participe aux élections. - Le parti Uprona trouve qu'il est encore tôt d'apprécier comment les choses en train de se passer quant à l'opération de recensement des électeurs. La présidente de ce parti estime toutefois que comme c'est le premier jour, il est logique que la population ne vienne pas en masse. Concilie Nibigira déplore tout d'abord les rumeurs faisant état de personnes qui empêchent les autres de se faire inscrire en leur annonçant que leur tour n'est pas encore venu. Elle donne l'exemple de la commune Rutegama de la province Muramvya. Elle annonce aussi que ce parti n'a pas d'observateurs sur les bureaux de recensement puis que cela coûte cher et qu'ils n'ont pas de fonds pour cette opération. Elle annonce pourtant que comme ce parti a des membres sur toutes les collines de ce pays, les Bagasigana vont aider en sillonnant sur tous les lieux de recensement pour se rendre compte de la situation. - Rwasa Agathon estime de son côté que les choses sont mal organisées et que le résultat ne peut qu'être désastreux. Il demande pourtant à toute personne en âge de voter de se faire inscrire dans la but de changer le pouvoir en place. Selon lui, le pays va mal dans tous les domaines de la vie et le seul moyen est de se débarrasser du pouvoir du CNDD-FDD afin de redresser l'économie du pays par après. - La Coalition de la Société civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) trouve de sa part qu'il y a des intimidations contre les personnes qui viennent se faire inscrire et même les agents recenseurs. La présidente de cette coalition donne l'exemple de la commune Bukinyana de la province de Cibitoke où le représentant de la ligue des jeunes Imbonerakure est venu sur un bureau d'inscription pour terroriser les agents de recensement et la population. Justine Nkurunziza affirme aussi que dans la commune urbaine de Kinindo, les agents recenseurs ont été vus avec d'autres cartes d'identité dans la poche qu'ils inscrivaient de leurs propriétaires. Elle demande la correction de ces situations et bien d'autres afin de ne pas partir sur de mauvaises bases. - La Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) fait savoir qu'elle n'a pas lieu de polémique au premier jour de cette opération. Le président de cette commission précise que ce qui est à corriger peut être dans les jours qui suivent. Pierre Claver Ndayicariye dément aussi les propos des partis politiques de l'opposition affirmant que les lettres d'accréditation ne sont données qu'aux seuls représentants du parti CNDD-FDD. Selon la CENI donne ces lettres à tout demandeur qui en exprime le besoin à l'exception des acteurs politiques qui, selon lui, ne sont reconnus nulle part dans les textes de loi. Il leur demande ainsi de ne même pas insister puisque ce ne sera pas possible que la CENI les reconnaisse avant l'ouverture de la campagne électorale. Après avoir annoncé que lors de cette première journée les femmes n'ont pas répondu à l'invitation au même titre que les hommes en ce qui est nombre, il a annoncé que les mandataires politiques ont chaque jour le droit de savoir le nombre de ceux qui ont voté inscrits pour la journée qui se termine. - Les partis politiques de l'opposition dans la province de Ngozi dénoncent des manoeuvres du parti au pouvoir qui, selon eux ne visent qu'à frauder les élections de 2015. Selon le eux, l'administrateur de la commune Ruhororo dans cette province de Ngozi refuse de donner des cartes d'identité aux personnes autres que les membres du parti CNDD-FDD. Il avancerait le motif de manque de fiches pour le traitement de ces demandes. Mais, ils annoncent que les membres du parti au pouvoir sont servis. L'administrateur Clément Baryakaziri dément ces informations arguant que ceux qui se sont rendus à la commune ce lundi n'ont pas pu être servis à cause du manque de fiches. – S'attaque par des hommes armés de fusils et de gourdins dans une station service du quartier 8 de la commune urbaine de Ngagara la nuit de ce lundi à mardi. Selon des sources sur place, il était vers 20h que 5 hommes en longs manteaux se sont introduits dans le bureau du gérant de cette station et lui ont pris une somme de 2.000.000 Fbu le menaçant de le tuer s'il bronche. De même, vers 22h45, une autre attaque avait eu lieu dans un

pharmacie du quartier 4 de la même commune de Ngagara. Selon le pharmacien responsable, il était en train de faire un rapport du jour que ces hommes en longs mentaux se sont introduits dans sa pharmacie et lui ont obligé de donner tout ce qu'il avait comme argent et téléphone. Il a ainsi donné une somme de 190.000Fbu et son téléphone portable. Ils ont ensuite blessé la sentinelle avant de s'enfuir au moyen d'une voiture de type taxi qui les attendait sur la route. La population de cette commune jette le sort sur les autorités de ce pays qui ont suspendue la mesure qu'elle avait prise de faire des rondes nocturnes par des sentinelles postées à chaque entrée des rues. Elle demande que cette mesure soit levée. [rpa/isanganiro/bonesha/rtnb/rtr] - Des personnes armées de machettes ont aussi attaqué 4 ménages de la colline Mutobo de la commune Ruhororo en province Ngozi la nuit de ce lundi à mardi. Elles ont blessé 4 personnes grièvement et ces derniers se font soigner à l'hôpital selon des sources recueillies sur place et confirmées par l'administrateur de cette commune. Clément Baryakaziri ajoute également que ce groupe de 10 personnes a volé des habits et ces blessés ont été victimes de n'avoir pas eu de l'argent pour donner aux ravisseurs. Il demande la collaboration de tout le monde pour indiquer ce phénomène. [rpa/bonesha] - Le Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) dénonce des intimidations que le président de cette association est en train de subir dans ces derniers jours. Selon le secrétaire général de cette association de la société civile burundaise, les propos de certaines autorités de ce pays et surtout le ministre de l'intérieur de considérer le FOCODE et ses dirigeants comme association qui fait la politique contre le pouvoir en place montre que cette organisation est menacée par le pouvoir et plus particulièrement par le ministre de l'intérieur. Maître Janvier Bigirimana trouve que Pacifique Nininahazwe n'a aucun intérêt de se cacher derrière une organisation de la société civile pour faire la politique du moment qu'il ne commettrait aucune faute en entrant dans la politique ; l'essentiel étant d'enlever cette casquette de la société civile dénonce également une pétition qui serait en train d'être signée par certaines personnes dans le but d'accuser le président de cette association d'avoir trempé dans les massacres des élèves au Lycée de Rutana et des étudiants de l'université du Burundi pendant la crise connue notre pays. Selon lui, il s'agit des montages visant à déstabiliser l'association du moment que, que ce soit à Rutana ou à l'université du Burundi, lesdits crimes ont été commis alors qu'il n'était pas encore. Il précise enfin que des personnes qui se font passer pour le service national de la documentation viennent chez lui fréquemment et posent des questions suspectes aux membres de sa famille. Il demande au gouvernement de veiller sur la sécurité de cet activiste des droits de l'homme. Il demande aussi à la communauté internationale de suivre de près ce qui se fait au tour de cette personne qui vient de participer à une séance d'évaluation de la situation des droits de l'homme sur la Burundi. [rpa/isanganiro/bonesha/rtr/rtnb] - Politique - Deux personnes ont été arrêtées au chef lieu de la commune de Gihanga de la province de Bubanza ce mardi. Elles ont été accusées de photographier des personnes qui veulent chercher des cartes nationales d'identité. Elles ont été arrêtées par le commissaire de la police dans cette commune en compagnie des Imbonerakure et du chef de colline qui a précisé que ces personnes ne lui ont pas demandé de permission à ce sujet et ont été conduites devant un OPJ. Elles annoncent que ce chef de colline n'a pas de titre pour être informé de tels actes et précisent qu'il s'agit d'une injustice qu'elles sont victimes d'être des membres du FNL fidèles à Rwasa Agathon. De même, dans la province de Muyizi en commune Gasorwe, 6 personnes ont déjà été arrêtées depuis ce lundi accusées de distribuer des feuilles sur lesquelles est écrit un enseignement diffusant des idées de Rwasa Agathon. Ces personnes démentent ces propos et font savoir que ceux qui les ont arrêtées veulent les empêcher de participer aux élections de 2015. [rpa/isanganiro/bonesha]